

Élections

Un tour du Québec

Yves Boisvert en Abitibi-Témiscamingue > *page B5*



La campagne pour les nuls

Faire payer les jeunes?
Page B2

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | DIMANCHE 6 AVRIL 2003

VINCENT MARISSAL

vmarissa@lapresse.ca



Voter en bloc

En regardant Gilles Duceppe aux côtés de Bernard Landry vendredi soir au congrès national du Bloc québécois, à Montréal, on se demandait lequel des deux irait allumer quelques lampions à l'Oratoire Saint-Joseph dimanche prochain pour implorer une victoire du Parti québécois.

Chose certaine, il y a un des deux chefs qui a plus besoin de l'autre, et ce n'est pas nécessairement Bernard Landry. Quel que soit le résultat du vote le 14 avril, il a déjà gagné son pari, car une défaite n'est plus synonyme pour lui de disgrâce. Parti de tellement loin que tout le monde le donnait pour mort il y a trois mois à peine, le chef péquiste a gardé la tête froide, il a tenu solidement les rênes de son parti et l'a relancé dans une bonne campagne électorale.

Si l'usure du pouvoir devait finalement rattraper le PQ et le priver d'un troisième mandat, il est plus que probable que Bernard Landry tirera sa révérence dans les mois qui suivront, mais personne ne se portera volontaire pour l'exécuter. L'avenir du chef bloquiste, advenant une défaite du PQ, est beaucoup moins jojo.

Devant la perspective inespérée d'une réélection du PQ, les bloquistes ont décidé de remettre à plus tard leurs problèmes internes, mais les lendemains d'une défaite risquent d'être autrement douloureux.

Quand Bernard Landry demande aux bloquistes de « trouver la motivation voulue » pour travailler à la réélection du PQ, il pourrait ajouter, comme Michel Dumont dans les publicités des obligations d'épargne du Québec : « C'est dans notre intérêt à tous. »

Quand Gilles Duceppe affirme devant son congrès qu'« il faut avant tout empêcher le recul de la solidarité qu'incarnent le Parti libéral du Québec et l'ADQ », il pourrait préciser qu'il faut d'abord réélire le PQ pour empêcher le recul du Bloc québécois.

Depuis ses débuts fulgurants en 1990 et, en particulier, depuis sa performance historique à l'élection de 1993, quand il a raflé l'opposition officielle, le Bloc est sur une pente glissante.

À la dernière élection générale, le Bloc a encore cédé du terrain aux libéraux de Jean Chrétien, au point de gagner une majorité de sièges par la peau des dents. Les mois qui ont suivi ont été à l'avenant : trois députés ont tenté leur chance au PQ (Stephan Tremblay, Michel Bellehumeur et Antoine Dubé) un est parti pour l'ADQ (Pierre Brien) et deux autres ont été expulsés du caucus (Ghislain Lebel et Pierrette Venne).

N'eût été le holà imposé par l'organisatrice en chef du PQ, Pauline Marois, avant la présente campagne électorale, il est probable que la saignée aurait été encore plus grave dans la députation du Bloc.

On a souvent annoncé la mort prochaine du Bloc québécois, qui résiste néanmoins, mais il n'est pas certain que le parti tienne encore bien longtemps si le PQ perd le pouvoir (et si Paul Martin remplace Jean Chrétien).

Se faire taper dessus quotidiennement à la Chambre des communes, ça use déjà beaucoup les députés souverainistes, mais si, en plus, l'horizon de la souveraineté s'éloigne au point de disparaître, la motivation va en prendre un coup.

Les plus vieux, qui usent leurs semelles depuis des années sur le long chemin de la souveraineté, finiront bien par se fatiguer. Parmi les plus jeunes, quelques-uns ont été élus en juin 1997 et ils auront donc droit à leur pension de député fédéral dans deux mois. Le PQ évincé du pouvoir, ils jugeront peut-être avoir assez donné à la cause dans la capitale fédérale.

On aura assez rapidement des indications sur l'avenir du Bloc. D'ici six mois, Jean Chrétien devra déclencher des élections partielles dans Lévis—Chutes-de-la-Chaudière (Antoine Dubé) et Témiscamingue (Pierre Brien).

■ ■ ■

Les fusions (encore!)

Bon, encore les fusions municipales ! Ce sera court, promis.

Jean Charest affirme que son parti ne milite pas pour les défusions. Il souhaite que les nouvelles villes fonctionnent, mais, d'un autre côté, il promet toujours une loi-cadre permettant les défusions. Vous le suivez ? Non ? Vous n'êtes pas seul.

Il dit agir ainsi par respect de la démocratie. Par respect de la démocratie, permettrait-il aussi un vote libre de ses députés sur l'adoption de la loi-cadre sur les défusions, étant donné que la plupart approuvent les fusions ?

C'est juste une question comme ça.



Photo RYAN REMIORZ, Presse Canadienne ©

Mario Dumont, qui a regardé hier le combat d'Éric Lucas en Allemagne, aura une difficile bataille à livrer cette semaine. Il devrait réserver ses attaques les plus musclées au chef libéral Jean Charest.

L'ADQ concentre son tir

Le parti veut « sauver les meubles » en ciblant une vingtaine de circonscriptions

VINCENT MARISSAL
et TRISTAN PÉLOQUIN

Tirant de l'arrière dans les sondages, l'ADQ passera en mode « sauver les meubles » la semaine prochaine en misant le tout pour le tout sur une vingtaine de circonscriptions « prenables ».

Les stratèges adéquistes estiment être en avance dans une douzaine de circonscriptions, y compris les cinq détenues par le parti au déclenchement des élections. Ils pensent même pouvoir encore remonter la pente et prendre la tête dans environ 12 autres. Pour l'ADQ, la joute finale se jouera donc dans deux douzaines de circonscriptions.

Sur le terrain, les organisateurs locaux de l'ADQ affirment rencontrer encore beaucoup d'indécis, ce qui pourrait provoquer des surprises le 14 avril, disent-ils. Ils sont unanimes à dire que les sondages nationaux ne donnent pas l'image de ce qui se passe dans certaines circonscriptions, où la lutte à trois est plus serrée.

La bataille s'annonce épique en cette dernière semaine de campagne. Des cinq sièges détenus en ce moment par l'ADQ, deux sont en danger, soit Joliette et Vimont. Le premier est dans la mire des péquistes, le second, dans celle des libéraux. Ces deux circonscriptions avaient été remportées par l'ADQ lors des partielles de juin, au moment où le parti de Mario Dumont était à son sommet dans les sondages.

Les adéquistes affirment en outre que Marie Grégoire est solidement en selle dans Berthier, l'autre circonscription prise lors des partielles de juin.

Après un arrêt demain au Saguenay—

Lac-Saint-Jean, la seule région que n'a pas visitée Mario Dumont durant la campagne, le chef adéquiste entreprendra donc un sprint dans les circonscriptions « prenables », notamment Champlain, Saint-Maurice, Nicolet-Yamaska, Maskinongé et Beauce. À Montréal, l'ADQ estime être toujours en avance dans Bourget, là où Pierre Bourque affronte la ministre Diane Lemieux.

Malgré les orientations stratégiques choisies par l'ADQ pour la semaine à venir, M. Dumont a refusé de se prononcer hier lorsqu'il a été interrogé sur la possibilité que son parti se retrouve dans l'opposition. « Qu'on se retrouve avec une opposition forte et structurée ou un gouvernement minoritaire au pouvoir, c'est le peuple qui va en décider le 14 avril. Au bout du compte, l'influence qu'on aura sera celle que la population nous aura accordée », a-t-il conclu.

Au cours de ce dernier sprint, les stratèges adéquistes entendent diriger leurs plus virulentes attaques contre le Parti libéral et son chef, Jean Charest. Mario Dumont a d'ailleurs donné un avant-goût de cette approche durant la journée d'hier, qui était consacrée presque uniquement à la politique familiale de l'ADQ.

« Une chose est certaine, un vote pour le Parti libéral n'est pas un vote pour la famille, a déclaré M. Dumont. En démocratie, un vote pour l'ADQ est un vote pour l'ADQ, tandis qu'un vote pour le PLQ est un vote pour Jean Charest », a-t-il ajouté. Il faisait ainsi référence aux propos tenus par le chef libéral qui a affirmé en début de semaine qu'un vote pour l'ADQ équivalait à un vote pour le Parti québécois.

« Un parti comme le PLQ, qui n'a même pas parlé de sa position en matière familiale au cours de la campagne, ne peut être pris avec sérieux lorsqu'il se dit prêt à gouverner le Québec, a ajouté M. Dumont. Jusqu'à présent, Jean Cha-

rest n'a fait aucun discours structuré sur cette question. C'est une énorme faille dans son programme et ça rend les libéraux très peu crédibles lorsqu'ils parlent de l'avenir. »

En matière de politique familiale, l'ADQ promet notamment d'instaurer une vingtaine de journées de congé mobiles pour les parents, dont la moitié seraient rémunérées par les employeurs, a rappelé M. Dumont, aux côtés de la candidate Marie Grégoire. « En plus d'être la seule qui soit crédible, notre proposition est la seule qui soit suffisamment flexible pour convenir à tous les parents », a soutenu le leader de l'ADQ, accusant du même soufflé le Parti québécois de proposer un « modèle unique » qui ne répond aux besoins que d'une infime minorité de parents.

AUJOURD'HUI

Sous la loupe

Refinancer ou non les universités ?
Page B2

De l'aide pour le PLQ

Les libéraux fédéraux dans la mêlée
Page B3

Bilan de campagne

Analyse de la troisième semaine
Page B4

Élections 2003

LA CAMPAGNE POUR LES NULS



PAUL ROY
proy@lapresse.ca

« Faire payer les jeunes »

Qu'attendez-vous du gouvernement qui sera élu ou réélu lundi soir prochain ?

1) Qu'il soit plus interventionniste ? 2) Moins interventionniste ? 3) Qu'il réduise la dette ? 4) Qu'il réduise les impôts ? 5) Qu'il réduise les listes d'attente ? 6) Qu'il fasse tout ça ? 7) Qu'il vous laisse tranquille ? 8) Aucune de ces réponses ?

Quelle qu'elle soit, votre réponse risque d'être conditionnée par une foule de facteurs. Êtes-vous gérant de crédit ? Fonctionnaire ? Mère seule ? Championne de triple-saut ? Hygiéniste dentaire ? Francophone ? Allophone ? Complètement aphone ?

Lucille Morrissette est une retraitée de 71 ans qui a enseigné durant 40 ans, qui a élevé trois enfants et qui trouve que les vieux sont traités injustement.

« On pourrait s'attendre à ce que les gens qui ont fondé le Québec soient plus respectés, dit-elle. On donne beaucoup aux jeunes : semaine de quatre jours, garderies... Ce n'est pas normal que nous, on ne soit pas capable de se faire soigner. C'est inacceptable ! »

Pour Mme Morrissette et son mari, Wilfrid Langlois, ce devrait être au tour des jeunes de payer. Les impôts, la dette. Et de travailler cinq jours par semaine.

« Nous autres, on n'a rien eu : pas de congés de maternité, pas de chômage, pas de garderies. Pas eu de prêts et bourses pour nos enfants non plus. À nous deux, on gagnait trop. »

Mme Morrissette, contrairement à d'autres, a bien aimé la fable de Bernard Landry sur la maman oiseau qui nourrit ses oisillons. « Mais elle ne fait pas que les nourrir, corrige-t-elle. Elle leur montre aussi à se servir de leurs ailes. Ici, le gouvernement coupe les ailes du monde, leur enlève leurs responsabilités en leur donnant tout. »

Le couple Morrissette-Langlois s'est rendu au club de golf des Vieilles-Forges, à Trois-Rivières, hier matin. L'occasion : un débat, dans le cadre de la campagne électorale, sur les enjeux liés aux personnes âgées. Quatre thèmes : 1) qualité de la vie (y compris la santé) ; 2) exercice de la citoyenneté (la participation à la vie publique) ; 3) pauvreté ; 4) organismes communautaires.

Une trentaine de personnes âgées s'étaient déplacées, malgré la tempête, pour entendre Noëlla Champagne, candidate péquiste dans Trois-Rivières ; Luc Arvaisais, candidat adéquate dans Champlain ; et André Gabias, candidat libéral dans Saint-Maurice.

Un débat civilisé : des candidats renseignés aux idées bien structurées, tout comme plusieurs personnes dans l'assistance, d'ailleurs.

Pour qui vont voter les personnes âgées, le 14 ? Lucille Morrissette et Wilfrid Langlois, eux, vont voter pour Mario Dumont.

■ ■ ■

Les 172 candidates féminines aux élections du 14 avril ne représentent que 27 % du total des 644 candidatures. Tout de même mieux qu'aux élections générales de 1952, où on ne comptait que trois candidates. Aucune n'avait été élue.

La première femme élue à l'Assemblée nationale fut la libérale Marie-Claire Kirkland, lors d'une élection partielle, le 14 décembre 1961. Réélue lors des élections générales suivantes, le 14 novembre 1962, elle entra directement au cabinet. Elle fut réélue en 1966 et en 1970.

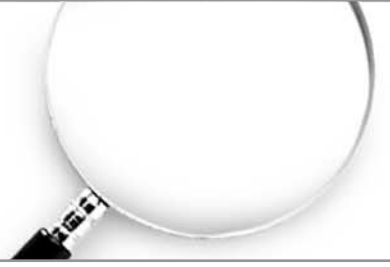
La deuxième femme à faire son entrée à l'Assemblée nationale fut une autre libérale, Lise Bacon, le 29 octobre 1973. Le 15 novembre 1976, cinq femmes étaient élues, dont quatre sous la bannière péquiste : Louise Cuiquer, Denise Leblanc, Jocelyne Ouellette et Lise Payette. Une libérale : Thérèse LaVoie-Roux.

Quel parti présente le plus grand nombre de femmes, cette année ? Le PQ, qui en présente 43 (34 %). Le PLQ est deuxième avec 35 femmes (28 %), suivi de l'ADQ avec 32 femmes (26 %).

Mais le parti qui présente le plus fort pourcentage de femmes est le Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ). Dix de ses 23 candidats (43 %) sont des femmes. Et la catégorie dans laquelle il y a le moins de femmes est celle des candidats indépendants : deux sur 34.

L'UFP (Union des forces progressistes) présente 73 candidats dont 19 femmes (26 %) ; le Parti vert, 36 candidats dont huit femmes (22 %) et le Bloc-Pot, 56 candidats dont 12 femmes (21 %).

SOUS LA LOUPE > ÉDUCATION



Pendant la campagne électorale, La Presse analysera les programmes des trois partis politiques. Chaque grand thème — l'éducation, la santé, la famille, la culture, l'économie, le transport, l'environnement — sera décortiqué, afin de permettre aux lecteurs de bien comprendre les enjeux du scrutin.

PARTI QUÉBÉCOIS

- 200 millions en quatre ans pour refinancer les universités
- Gel des droits de scolarité
- Bonification de 21 millions par an du programme d'aide financière aux étudiants
- Remise de 25 % de la dette d'études (et non plus de 15 %) aux étudiants qui ont leur diplôme dans les délais prévus
- Remise de 50 % de la dette de ceux qui ont un enfant dans les cinq ans qui suivent la fin de leurs études
- Adoption d'une loi sur l'accessibilité aux études supérieures prévoyant l'encadrement des frais afférents

PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

- 240 millions en cinq ans pour refinancer les universités
- 80 millions en cinq ans pour les établissements en région
- Gel des droits de scolarité
- Adoption d'une loi sur l'accessibilité aux études supérieures, prévoyant l'encadrement des frais afférents

ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC

- Adoption d'une loi sur l'aide financière aux études, qui indexe les droits de scolarité (dont les frais afférents) au coût de la vie
- Annonce d'une politique de valorisation de la performance des professeurs
- Bonification des programmes de bourses aux niveaux doctoral et postdoctoral

Refinancer ou non les universités ?

Une étude menée par la Conférence des recteurs et principaux d'université du Québec (CREPUQ) et le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) indique que les universités québécoises reçoivent 375 millions de moins par an que leurs consœurs canadiennes. Que proposent les partis pour refinancer les universités ?

MARIE ALLARD

L'UNIVERSITÉ Paris-XI Orsay a fermé ses portes pendant 15 jours, en janvier. Motif : son budget ne lui permettait plus de payer les factures d'eau et d'électricité !

Ici aussi, les effets des compressions budgétaires en éducation se font sentir. Très variés, ils vont « de la baisse drastique du nombre de professeurs à l'incapacité d'entretenir adéquatement les bâtiments, en passant par le délabrement des bibliothèques », selon la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Le ministère de l'Éducation (MEQ) semble en convenir. Une étude menée par le MEQ et la Conférence des recteurs et principaux d'université du Québec (CREPUQ) indiquait, en janvier, que les universités québécoises recevaient 375 millions de moins, annuellement, que leurs consœurs canadiennes.

Le dernier budget n'annonçait pourtant aucun refinancement des universités. Guère plus précise, la plateforme électorale du Parti québécois se contente d'indiquer que : « Contrairement à ses adversaires, qui en minimisent l'importance, le Parti québécois estime que le réseau universitaire est la tête de pont de la société québécoise vers l'économie du savoir. »

Ce n'est que le 25 mars que Bernard Landry a chiffré ses promesses. Devant les étudiants de l'Université du Québec à Chicoutimi, il a annoncé un réinvestissement de 200 millions en quatre ans dans les universités, et une bonification de 34 millions de l'aide financière accordée aux étudiants.

Après avoir flirté avec l'abolition



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©

Nicolas Brisson, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, se dit satisfait « des annonces de réinvestissement de la part des deux partis qui ont une chance d'accéder au pouvoir ». La FEUQ distribue ces jours-ci 45 000 feuillets d'information sur les positions des partis.

des droits de scolarité, les péquistes ont convenu d'un gel de ces droits. « Je crois que les frais de scolarité, c'est une entrave symbolique et réelle à l'entrée dans le système d'enseignement supérieur », a tout de même convenu M. Landry, qui encourage la jeunesse québécoise à aller « jusqu'au doc ou au postdoc ».

Promesses semblables à l'ADQ et au PLQ

Le lendemain, c'est le Parti libéral qui a précisé ses intentions. « Les coupes du gouvernement actuel ont acculé les universités à un retard considérable », ont souligné les libéraux, avant d'annoncer un investissement de 240 millions en cinq ans dans les universités.

« Nous avons l'intention de tenir, au cours de la première année d'un mandat, une commission parlementaire sur le redressement financier des universités afin d'identifier les besoins », a précisé à La Presse Jacques Chagnon, le porte-parole libéral en matière d'enseignement supérieur. Le régime

d'aide financière pourrait alors être revu, les sommes allouées pour l'alimentation et le transport n'étant pas suffisantes, selon les libéraux. « Prévoir un montant pour un lien Internet ne serait pas non plus un luxe », a dit M. Chagnon.

À l'Action démocratique du Québec (ADQ), Guy Laforest, porte-parole en matière d'éducation, a souligné l'importance « de la cohérence de la gestion des deniers publics ». La dette du Québec est importante, dit M. Laforest, si bien que tous doivent faire un effort.

Pour les étudiants, cela se traduit par une indexation des droits de scolarité au coût de la vie. « On ne peut pas continuer à avoir un simili-gel et à voir les universités augmenter les frais afférents au-delà de l'inflation », a fait valoir le président de l'aile jeunesse adéquate, Stéphane Laforest.

L'ADQ est tout de même prête à accorder davantage d'argent aux universités, « selon l'état actuel des finances publiques et à la condition que les établissements se coordonnent davantage », a indiqué Guy Laforest, lui-même... professeur à l'Université Laval.

Nicolas Brisson, président de la FEUQ, se dit satisfait « des annonces de réinvestissement de la part des deux partis qui ont une chance d'accéder au pouvoir ». L'absence de position claire sur la mondialisation, « un sujet chaud sur les campus », le déçoit cependant.

Plus radicale, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), qui regroupe des facultés universitaires dissidentes de la FEUQ, dénonce pour sa part la « ribambelle de promesses électorales qui sont loin d'être appliquées une fois l'élection passée ».

« L'accessibilité des études supérieures, c'est encore un mythe au Québec », souligne Marie-Michèle Whitlock, porte-parole de l'ASSÉ. L'association réclame la gratuité scolaire, le retrait du contingentement et fin de « l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché ».

LA TOURNÉE DES CHEFS

Jour 26

PARTI QUÉBÉCOIS (PQ)

Bernard Landry tient un point de presse à 9 h au local électoral du Parti québécois à Carleton. Une demi-heure plus tard, il participe à un brunch au bénéfice du Parti québécois de Bonaventure au restaurant La Rochelle. Il prend ensuite la parole à 14 h devant un rassemblement de militants au pavillon municipal de Cabano.

PARTI LIBÉRAL (PLQ)

Jean Charest visite une érablière à Sainte-Rosalie à 9 h 30 avant de se rendre au comité libéral du comté de Chambly, à 12 h 45. Il participe ensuite à 14 h à un rassemblement de militants au campus Fort Saint-Jean, situé à Saint-Jean-sur-Richelieu.

ACTION DÉMOCRATIQUE (ADQ)

Mario Dumont tient un point de presse à 10 h au club de golf Le Grand Portneuf, à Pont-Rouge, avant de participer à un brunch avec des militants. Il lance ensuite, à 13 h 15, une opération de porte-à-porte dans la circonscription de Jean-Lesage. Il rencontre ensuite des citoyens au Patro de Charlesbourg, à 14 h.

Le vote par anticipation aujourd'hui et demain

La Presse



Photo TOM HANSON, archives Presse Canadienne ©

À toutes les élections provinciales, le vote par anticipation représente plus ou moins 6 % des voix exprimées. C'est l'occasion pour les organisations de faire une répétition générale avant le jour J.

C'EST AUJOURD'HUI que débute le vote par anticipation. Les bureaux de vote seront ouverts entre 14 h et 21 h aujourd'hui et demain.

Le vote par anticipation s'adresse aux personnes handicapées, aux membres du personnel électoral ainsi qu'aux électeurs qui ont des raisons de croire qu'il leur sera difficile d'exercer leur droit de vote le 14 avril, jour du scrutin. Il faut noter que, à la suite d'une modification de la Loi électorale, les électeurs n'ont plus à prêter serment avant d'être admis à voter par anticipation.

Comme c'est maintenant prévu par la loi, chaque électeur qui voudra voter par anticipation devra établir son identité après avoir déclaré ses nom et adresse au scrutateur. Pour ce faire, il devra présenter l'un ou l'autre des documents suivants : sa carte d'assurance-maladie, son permis de conduire ou son passeport canadien.

Pour obtenir l'adresse du bureau de vote par anticipation de votre

circonscription, vous devez consulter l'avis d'inscription qui vous a été transmis par la poste. Vous pouvez également consulter la section spéciale consacrée aux élections générales sur le site Web du Directeur général des élections à l'adresse www.electionsquebec.qc.ca, ou encore contacter le Centre de renseignements à l'un ou l'autre des numéros de téléphone suivants : Québec : 418-528-0422 ; extérieur : 1-888-353-2846 ; ATS : 1-800-537-0644.

Le Directeur général des élections rappelle que les bureaux de vote sont habituellement plus fréquentés la journée du dimanche entre 14 h et 16 h.

En 1998, 279 878 électeurs (6,80 % du vote exercé) avaient voté par anticipation. En 1994, c'était 230 189 ou 5,77 % du total. Ces chiffres incluent le vote itinérant (celui des gens hospitalisés dans des centres de soins de longue durée).

Élections 2003

«Un vote pour l'ADQ, c'est un vote pour l'ADQ mais un vote pour le Parti libéral, c'est un vote pour Jean Charest.»

— Mario Dumont, ADQ, réagissant à l'affirmation du chef du PLQ voulant qu'un vote pour l'ADQ favorise le PQ

«Le feu détruit les maisons et le chef libéral veut détruire les grandes villes. Alors quelle belle symbolique!»

— Bernard Landry, PQ, qui s'est rendu hier dans un poste de pompiers de Val-d'Or pour dénoncer la position de Jean Charest sur les défusions

«Au rythme où ça va, il va vouloir subventionner les siestes en après-midi.»

— Jean Charest, PLQ, parlant de Bernard Landry

Des libéraux fédéraux sautent dans l'arène



Photo ROCKET LAVOIE, Le Quotidien ©
Jean Charest participait à un ralliement partisan hier dans l'arrondissement de Jonquière. Il s'est montré on ne peut plus enthousiaste.

PASCALE BRETON

JONQUIÈRE — À une semaine des élections, des députés libéraux fédéraux sautent dans l'arène provinciale pour donner un coup de main aux candidats du Parti libéral du Québec.

Après le député de Beauharnois-Salaberry, Serge Marçil, mercredi, c'était au tour du député de Bonaventure et des Îles-de-la-Madeleine, Georges Farrah, et du député de Chicoutimi, André Harvey, de participer à un grand rassemblement des libéraux dans Jonquière hier après-midi.

Prenant la parole devant une foule de 350 militants, M. Harvey a d'ailleurs témoigné de sa solidarité envers les libéraux provinciaux en critiquant le gouvernement Landry, qui a régulièrement frappé au cours des derniers mois sur la tête d'Ottawa. « Ce n'est pas vrai que c'est toujours la faute du fédéral. Je suis là pour en témoigner, Jean ! », a lancé M. Harvey.

En conférence de presse, le chef libéral s'est toutefois défendu d'avoir besoin de l'appui des libéraux fédéraux pour l'emporter le soir du 14 avril. Il s'agit avant tout de travailler pour les citoyens des régions, a-t-il martelé. « Il y a une communauté d'intérêts. On va travailler ensemble, on est fier de dire qu'on va s'associer pour faire avancer les intérêts d'une région. »

Le Parti québécois aime bien parler du Bloc québécois comme d'un parti frère, et leurs chefs respectifs, Bernard Landry et Gilles

Duceppe, se côtoient régulièrement sur la même tribune. Mais il en est tout autrement pour les libéraux. À plusieurs reprises, ils se sont vivement défendus à l'Assemblée nationale lorsque leurs adversaires les associaient aux gaffes commises par les libéraux fédéraux.

Et Stéphane Dion ?

Cette distance semble désormais s'amoinrir. Effacés en début de campagne, des députés fédéraux se font plus présents — comme hier —, ce qui semble plaire au chef du PLQ.

Ces députés sont des régionalistes, a justifié M. Charest. « Ils ont ce caractère commun et ça rejoint en grande partie le sentiment des gens d'ici, qui veulent d'abord des députés qui vont parler pour leur région. »

Le chef libéral est d'ailleurs resté évasif lorsqu'un journaliste lui a demandé s'il serait aussi fier de recevoir l'appui de Stéphane Dion à Montréal qu'il l'était d'André Harvey au Saguenay—Lac-Saint-Jean.

Pour attaquer ses adversaires, par contre, M. Charest a rapidement retrouvé la vigueur qui le caractérise depuis une semaine. Comme la veille dans Kamouraska-Témiscouata, il a répété hier que « Bernard Landry est à la politique ce que la marmotte est au printemps », affirmant que le chef du Parti québécois ne visite les régions qu'en temps d'élections.

La plateforme péquiste, principalement la semaine de quatre jours et le crédit d'impôts pour les voyages, lui donnent matière à frapper son adversaire. Les attaques se font d'ailleurs de plus en plus précises. « Au rythme où ça va

là, si on laisse M. Landry aller encore une autre semaine, il va vouloir subventionner les siestes l'après-midi », a déclaré le chef libéral sous les éclats de rire. M. Charest a plus tard défendu cette attaque en affirmant « qu'il y a des images qui illustrent les priorités que l'un et l'autre accordent pour le prochain gouvernement du Québec ». Selon le chef libéral, il s'agissait d'une phrase « dite sur le ton de l'humour, c'est dit amicalement et sans méchanceté ».

Dans un communiqué, les libéraux ont aussi raillé leurs adversaires du Parti québécois. Tandis que le chef Bernard Landry affirmait lors du débat télévisé que son parti menait des études depuis un an sur les répercussions de la semaine de quatre jours, la ministre des Finances, Pauline Marois, a déclaré l'avoir appris en même temps que tout le monde, rappellent les libéraux.

Les attaques se font plus précises, donc, mais sur le terrain, la campagne est prudente. Au cours des derniers jours, le chef libéral s'est concentré sur des circonscriptions à préserver plutôt que de chercher à en conquérir d'autres. Après avoir visité Charny, Montmagny, Jean-Talon et Kamouraska-Témiscouata à la fin de la semaine, il s'est arrêté hier dans Jonquière, où la députée libérale Françoise Gauthier s'est fait élire en octobre 2001 à la faveur d'élections complémentaires.

Après un saut de quelques heures aux Îles-de-la-Madeleine hier soir — en compagnie notamment du député libéral fédéral de l'endroit, Georges Farrah — M. Charest sera en Montérégie aujourd'hui.

Bernard Landry obtient l'appui d'un maire libéral

MARTIN OUELLET
Presse Canadienne

VAL-D'OR — En tournée en Abitibi-Témiscamingue, le chef péquiste, Bernard Landry, a reçu hier l'appui du maire de Val-d'Or dans sa croisade contre les défusions municipales que veulent autoriser les libéraux.

« À mon avis, aucun homme d'État, au Québec, ne doit endosser une telle politique (de défusion) », a soutenu le maire Fernand Trahan, au terme du point de presse de Bernard Landry, à Val-d'Or.

« Je suis libéral et je ne suis pas séparatiste », a pris soin de préciser le maire Trahan, avant de lancer un ultimatum à Jean Charest : « Je laisse à M. Charest jusqu'au 14

avril. S'il ne change pas d'idée, ce n'est pas Fernand Trahan qui va aller voter autre que libéral, c'est le maire de Val-d'Or qui va devoir prendre ses responsabilités. Je ne peux pas appuyer quelqu'un qui va me créer des ennuis pour les deux ou trois prochaines années », a-t-il indiqué.

Le maire Trahan, dont la ville de 32 000 habitants est le résultat d'un regroupement de cinq municipalités en 2001, déplore la discrétion des maires des nouvelles villes et leur a lancé un appel pour qu'ils s'élèvent contre la position du Parti libéral.

« Un maire se doit de se lever, pas seulement murmurer. Les maires devraient dire haut et fort que ce que les libéraux proposent sur les défusions va créer de l'instabilité et peut-être nous coûter un milliard de dol-

lars », a-t-il fait valoir.

La position du maire de Val-d'Or enchante Bernard Landry, qui avait choisi à dessein de rencontrer les journalistes dans un poste de pompiers pour illustrer son point de vue sur les défusions.

« Le feu détruit les maisons et le chef libéral veut détruire les grandes villes. Alors quelle belle symbolique », a dit M. Landry. Le chef péquiste a aussi fait préparer un grand panneau où sont énumérées les 277 communautés qui pourraient faire l'objet d'un référendum avec la loi promise par le PLQ.

« Il y a des défusionnistes qui n'attendent que cette loi pour lancer un mouvement référendaire et ça prend presque rien pour le démarrer », a souligné Bernard Landry.

En effet, la proportion requise de citoyens pour enclencher un processus référendaire dans une municipalité varie entre 2,5 et 10 %, selon le nombre d'habitants.

Le chef du PQ n'est jamais à court de mots pour dénoncer les défusions et, bien qu'il se défende de lancer des attaques personnelles, il n'hésite pas à accuser Jean Charest de vouloir paralyser le monde municipal.

« Qui va payer pour les dépenses référendaires ? Qui va payer pour les coûts engendrés par les défusions ? Qu'arrivera-t-il aux conventions collectives ratifiées dans les nouvelles villes ? C'est tout le système municipal que Jean Charest veut paralyser en permettant le processus des défusions », a-t-il prétendu.

Chaude lutte dans Charlesbourg

GILLES NORMAND

CHARLESBOURG — Le lendemain du débat télévisé entre les trois chefs de parti, un homme dans la jeune quarantaine s'est présenté au comité électoral de l'ADQ en disant : « J'ai ma carte du Parti libéral, mais hier votre chef m'a fait changer d'idée. »

Les militants adéquistes de cette circonscription, où habitent de nombreux fonctionnaires, s'en sont trouvés ravis et ne se privent pas de raconter l'anecdote. Ils ont une bonne base dans Charlesbourg, où ils ont obtenu 16,2 % des voix en 1998, alors que leur parti, dans l'ensemble du Québec, récoltait 12 % des suffrages. En 1994, ils avaient reçu l'appui de presque autant d'électeurs avec 15,8 % des voix.

Mais comment réagiront les fonctionnaires aux engagements de Mario Dumont à l'égard de la fonction publique ? C'est une question que les trois principaux partis tentent d'évaluer. Il faut dire, toutefois, que le candidat de l'ADQ, Jonatan Julien, comptable de son état, est lui-même un fonctionnaire au service du Vérificateur général du Québec.

M. Julien, qui se sert beaucoup des médias locaux pour sa visibilité, a commencé sa campagne bien avant le déclenchement des élections. Selon son organisatrice en chef, Lise Lorquet, il a déjà franchi près de 4000 portes et fera beaucoup d'autres visites à domicile. Il milite notamment en faveur de la création d'emplois, d'une baisse des impôts et d'une saine gestion des finances publiques.

Représentée dans le passé par un bonze du PLQ, Marc-Yvan Côté, reconnu comme un as de l'organisation électorale, cette circonscription à caractère résidentiel était passée aux mains du Parti québécois, en 1994. Jean Rochon avait alors été élu avec une confortable majorité de 7495 voix, contre le libéral Robert Gingras. Aux élections suivantes, en 1998, le ministre Rochon passait la rampe de justesse avec une majorité de 33 bulletins. Mais il faut reconnaître qu'il n'était guère disponible pour faire campagne, accaparé qu'il était par la crise dans la santé à Jonquière. Au référendum de 1995, les électeurs de cette circonscription ont voté OUI dans une proportion de 53,2 %.

La candidate du PQ, la notaire Sylvie Tremblay, met les bouchées doubles pour rencontrer le plus

d'électeurs possible dans une circonscription qui en compte 48 536. C'est une figure publique qui s'est fait connaître comme présidente du Carnaval de Québec, en 1995, comme membre du conseil d'administration du Centre des congrès de Québec de 1996 à 1999, et comme administratrice de la Société de promotion économique des infrastructures récréotouristiques, pour ce soient assurés des Québécois métropolitain depuis 1998.

M^{me} Tremblay fait campagne pour le développement de services de santé 24 heures sur 24, pour le développement de places en hébergement et en garderie et pour le développement économique de la région. Elle épouse bien sûr les engagements de sa formation politique concernant le logement social et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Mais nonobstant la qualité des candidats qui s'affrontent, les libéraux semblent cette fois avantagés du côté de l'organisation. Leur candidat, Éric R. Mercier, est le fils de Ralph Mercier, longtemps maire de Charlesbourg et actuel président de cet arrondissement de la nouvelle ville de Québec. Il est directeur adjoint et directeur des communications au cabinet du chef de l'oppo-

sition de la Ville de Québec, et il se targue d'être le seul candidat qui soit natif de la circonscription.

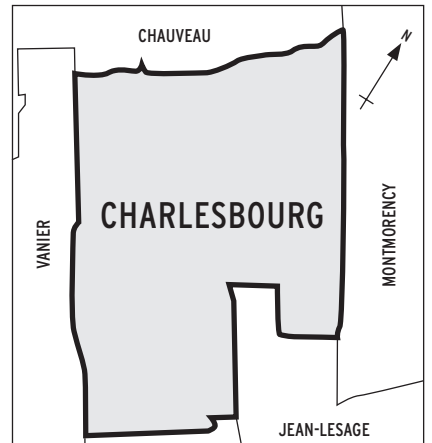
« Les gens ont de la considération pour ça », dit-il.

Le candidat du PLQ dispose non seulement de la machine électorale du PLQ, mais il a l'appui et l'aide de celle de son père. À cela s'ajoute l'appui moral et quelques fois physique de l'ex-ministre libéral Marc-Yvan Côté.

Éric R. Mercier veut être à l'écoute de ses concitoyens. Il prône la justice sociale et le respect de la démocratie. Il promet de travailler au développement économique de sa circonscription.

Tant les adéquistes que les libéraux croient pouvoir tirer avantage du fait que le PQ ait entrepris sa campagne avec plusieurs jours de retard. Les élections ont été déclenchées le 12 mars, et ce n'est que le 19 que Sylvie Tremblay a présenté son bulletin de candidature, après avoir triomphé la veille contre deux autres aspirants dans une assemblée d'investiture qui a laissé des marques.

« Il y a eu des frictions », reconnaît la directrice de la campagne du PQ, Louise Michaud. « Le malaise s'est à peu près résorbé à 95 %, ajoutez-t-elle.



RÉSULTATS EN 1998

Rochon, Jean (PQ)	15 985
Roy, Denis (PLQ)	15 952
Asselin, Stephan (ADQ)	6 309

Majorité 1998 : PQ avec 33 voix

CANDIDATS EN 2003

Tremblay, Sylvie (PQ)
Mercier, Éric R. (PLQ)
Julien, Jonathan (ADQ)

Élections 2003

Lendemain de débat

La joute oratoire entre les chefs a profondément marqué la semaine



Photo PAUL CHIASSON, Presse Canadienne ©

Les trois candidats ont croisé le fer lundi dernier dans les studios de Télé-Québec. L'événement a été un tournant dans la campagne, la plaçant au centre de l'actualité.

Si vis pacem, para bellum

MARIO CLOUTIER

« SI TU VEUX la paix, prépare la guerre. »

Le premier ministre Bernard Landry, qui affectionne les citations latines, a mis celle-ci en pratique afin de terminer sa préparation en vue du débat des chefs de lundi dernier. En simulation, ses conseillers l'ont bombardé de questions comme ils avaient prévu que le feraient Jean Charest et Mario Dumont.

M. Landry est donc apparu gonflé à bloc, un cran trop haut peut-être. Pas tout à fait au diapason des attaques, plus insidieuses que frontales, de ses adversaires libéral et adéquistes, le chef du Parti québécois a eu l'air énergique et batailleur au mieux, bougon et hargneux au pire.

Cette bataille des chefs aura nécessité beaucoup d'énergie. Le clan Landry a oublié que les affaires internes d'un parti demeurent aussi importantes que ses relations extérieures, même dans une guerre électorale. De son côté, Jacques Parizeau s'en tenait au plan de campagne et n'y a probablement pas dérogé. Le hic, c'est que l'ancien premier ministre n'a jamais cru qu'il avait eu tort sur le fond, en 1995, lors de sa déclaration sur « l'argent et le vote ethnique ». Il croyait qu'il s'était tout simplement mal exprimé.

Sept ans de malheur plus tard, même attitude en mineur du leader souverainiste, même réprobation en majeur. Le chef du PQ, Bernard Landry, espérait cette semaine pouvoir mettre cette histoire « derrière lui », mais il sait bien qu'il faudra continuer de mettre un point d'interrogation à la saga « Parizeau, suite et fin ? »

Cet « épiphénomène », dixit M. Landry, n'aura cependant pas nuï à Jean Charest dans les sondages. Tant et si bien que le combat pour le siège de premier ministre sera plus serré que prévu. L'avance de départ du PQ semble fondre comme neige au soleil : la campagne tranquille de Bernard Landry devient une vraie bataille.

Malgré tout, une certaine impression d'immobilisme se dégage de la campagne du PQ. Pourquoi changer quand tout va bien ? répétait encore M. Landry cette semaine, citant le « niveau d'éducation le plus haut du monde », parlant du « seul pays au monde à avoir une loi sur l'équité salariale », d'un État qui a « les meilleures conventions comptables en Amérique ».

Pourtant, les sondages disent aussi que la population veut du changement. Certes, Bernard Landry a changé, mais c'est peut-être là tout le drame du chef péquiste. Sa métamorphose en bon grand-papa responsable, en sage calme et serein, lui a nuï dans l'affrontement des derniers jours avec Jean Charest.

Soudainement en mode « attaque », M. Landry ne semble pas adopter le bon ton. Il n'a plus sa faconde de ministre des Finances, quand d'une réplique cinglante il pouvait faire oublier à un député libéral ses questions complémentaires. Comment cet homme, que les stratèges péquistes ont mis des mois à refaçonner, peut-il garder son calme devant les journalistes tout en rudoyant le chef du PLQ ?

Mis à part le débat, le chef péquiste et ses conseillers n'ont pas préparé la bataille de ruelle à venir. Ils s'attendaient à mener une campagne paisible, voire jovialiste, à rassurer, à expliquer. S'il veut garder le pouvoir, tout indique que M. Landry devra lever les poings et livrer un combat au corps à corps.

Des atouts dans la manche

PASCALE BRETON

SHERBROOKE — Jean Charest s'est présenté au débat des chefs avec deux atouts cachés dans sa manche qui, joués au moment opportun, ont fait tourner le vent de sa campagne électorale.

Bon joueur, il a dévoilé l'un d'eux dès le premier tour de table. En affirmant qu'il « souhaitait que les nouvelles villes réussissent », il a habilement retiré l'épine qui lui blessait le pied depuis le début de la campagne.

M. Charest a ensuite joué de patience. Il a attendu le dernier thème de discussion, celui sur la question nationale, pour mettre sur le tapis des propos tenus le jour même par l'ancien premier ministre Jacques Parizeau qui faisaient resurgir ses malheureuses paroles du soir du référendum de 1995.

M. Charest a bluffé lundi soir. Il s'est basé sur un court article publié sur Cyberpresse pour tenter d'asséner le coup de grâce à Bernard Landry. Dans ce cas, le pari a été gagnant. M. Landry a été momentanément déstabilisé, mais surtout, M. Parizeau a annoncé 24 heures plus tard qu'il rentrait dans ses terres pour le reste de la campagne.

Cette petite controverse rappelant le référendum était inespérée pour le chef libéral, qui cherchait depuis longtemps une façon de restreindre le vote à deux options.

« M. Landry a un agenda caché sur la question de la souveraineté et les Québécois méritent de savoir avant de voter le 14 avril prochain. Leur choix est la santé ou la souveraineté », ne cesse maintenant de marteler M. Charest.

Un sondage CROP commandé par *La Presse* et *Le Soleil* dans les minutes suivant le débat a démontré que 46 % des des québécois répondants jugeaient que le chef libéral avait été le plus convaincant lundi soir.

Historiquement, le débat télévisé modifie très peu l'issue du scrutin. Une bonne performance du chef peut cependant fouetter les troupes. Dans le cas du Parti libéral, c'est le chef lui-même qui semble avoir retrouvé sa fougue de *campaigner*.

Au lendemain du débat des chefs, les libéraux avaient organisé un grand rassemblement à la gare Windsor, à Montréal. Entouré de ses candidats, s'adressant aux 2000 militants massés devant lui, M. Charest semblait dans son élément. Même chose jeudi soir, à Montmagny. Devant un auditoire plus restreint et vieillissant, le chef libéral s'est montré détendu, poussant quelques blagues improvisées. En plus de l'attitude, le ton aussi a changé. M. Charest s'est comporté à quelques reprises cette semaine comme le futur premier ministre, laissant ouvertement le rôle de chef de l'opposition à Bernard Landry.

N'est-ce pas un peu dangereux de se montrer aussi confiant à une semaine du scrutin ? « Je ne veux tenter le destin d'aucune façon. Je ne tiens rien pour acquis, mais ça fait un bout de temps que je fais des élections. J'ai vu ma part d'imprévu, sauf que j'ai une certaine confiance », a déclaré M. Charest cette semaine.

La confiance règne, mais rien n'est encore gagné. Un sondage CROP réalisé pour le compte de *La Tribune* indiquait hier que dans la circonscription de Sherbrooke, la candidate péquiste Marie Malavoy et le chef libéral se retrouvent ex-aequo avant la répartition des indécis, recueillant respectivement 37 % et 36 % des intentions de vote. Jean Charest joue gros. Il joue sa carrière politique dans cette élection et, quoi qu'il puisse en laisser paraître, il en est bien conscient.

Une semaine de misère

KARIM BENEISSAIEH

DU DÉBAT des chefs, où il a déçu, à la controverse entourant son candidat vedette Pierre Bourque, en passant par des sondages de plus en plus déprimants, le chef de l'ADQ, Mario Dumont, a probablement vécu une des semaines les plus difficiles de sa carrière politique.

Sa plus grande consolation, et il ne se lassera jamais de le répéter aux journalistes, c'est que les visites du jeune politicien de Cacouna attirent les citoyens enthousiastes par centaines. Une douce revanche sur les sondages, mais cette affection populaire sera-t-elle transposée dans les urnes ? Mystère.

Retour à lundi soir dernier, 19 h 05. Les trois chefs se prêtent à une séance de photo dans le studio de Télé-Québec. Mario Dumont apparaît et, selon les observateurs présents, il semble curieusement tendu, fatigué, pâle.

Il affirmera pourtant par la suite qu'il n'avait aucunement le trac et n'avait ressenti aucune pression.

Une heure plus tard s'amorce le débat, une occasion en or pour l'ADQ de remonter la pente, de gonfler les quelque 16 % d'intentions de vote que lui accordent la plupart des sondages. Le coup de barre tant attendu ne surviendra pas. Mario Dumont ne fait pas de gaffe majeure, mais se montre peu convaincant. Il se fait notamment coincer lors de son débat avec Jean Charest sur la réduction de la taille de l'État. Celui qui, en 1998, en avait surpris plus d'un par sa vivacité et ses coups de gueule sera classé par les médias comme le perdant du débat. M. Dumont, au cours de la semaine qui va suivre, niera cependant cette interprétation. Le lendemain, il étonne les journalistes qui suivent la caravane adéquistes en déclarant que c'est Jean Charest qui est le grand perdant du débat.

« M. Charest hier soir a dit qu'il voulait être le changement, affirme-t-il à Longueuil. Ce matin, les gens ne se souviennent même pas d'une idée neuve. » Le chef adéquiste répétera à quelques occasions qu'il a également été le seul chef à parler des aînés. De Montmagny aux Méchins, il affirmera que les « vieux partis » ont encore prouvé leur attachement aux « vieux débats » avec les défusions et l'affaire Parizeau.

Invention ou tensions ?

Et puis mardi soir, une source très proche de Pierre Bourque indique à TVA que l'ex-maire de Montréal a été « tassé » par l'organisation adéquistes. Le lendemain, toujours sous le couvert de l'anonymat, d'autres sources assurent à *La Presse* que M. Bourque et une certaine « clique » au sein de l'ADQ, les organisateurs de la première heure, sont pratiquement à couteaux tirés. On trouve que le candidat vedette dans Bourget prend trop de place.

La controverse fera rage pendant deux jours. On veut savoir pourquoi M. Bourque a pratiquement été caché lors du plus grand rassemblement adéquiste de la campagne, au Château Royal de Laval. L'ex-maire jure qu'il s'agit d'une pure invention des médias.

Quant à M. Dumont, il contre-attaque en assurant que les adéquistes, contrairement aux libéraux, n'ont pas peur de montrer leurs porte-parole comme M. Bourque. Il a pour l'occasion une saillie qui fera bien rire les journalistes. Au Parti libéral, soutient-il, « les candidats autres que le chef sont des plantes vertes qui servent de décor dans la publicité. »

Dans une controverse où l'acteur principal est un horticulteur réputé, il faut convenir que la boutade avait du style.

Élections 2003

UN TOUR DU QUÉBEC > ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

À l'occasion de la campagne électorale, La Presse a demandé à certains de ses chroniqueurs de choisir un coin du Québec auquel ils sont attachés et de le raconter à leur façon. De Gaspé à La Sarre, du Plateau Mont-Royal à l'Estrie, nos journalistes ont trouvé une façon originale de mettre en relief la diversité de la province à l'approche du scrutin.



Le ciel de La Sarre



Photothèque La Presse ©

La Sarre à la lointaine époque du ministère de la Colonisation. La gare attirait les foules et on faisait des rues larges pour faire de la place au progrès.



YVES BOISVERT

LA SARRE – Le ciel est plus bleu en Abitibi, m'a toujours dit ma mère. L'est-il vraiment, je ne sais pas. Il est même assez gris par endroits, ces jours-ci. Mais les bleus de l'enfance sont toujours un peu plus bleus. Et bleu ou gris ou rose, du ciel, il y en a plus qu'ailleurs ici, dans ce pays sans montagne que j'ai revisité pour la première fois depuis 25 ans.

Toutes les familles ont leurs mythes. Pour nous, le mythe de la fondation prend sa source ici, à La Sarre, à 700 kilomètres au nord-ouest de Montréal, où mes parents ont grandi.

« Abitibi », en algonquin, cela veut dire « les eaux du milieu » ; c'est sur ce grand plateau que les eaux se séparent, qu'elles se décident à couler vers la baie James ou vers le Saint-Laurent. C'est aussi la ligne de partage de nos eaux familiales.

Mes grands-parents y sont arrivés quand il n'y avait rien, pas de ville, à peine une route, pas d'électricité, pas d'école. Je sais qu'ils venaient de quelque part, de la Beauce et de la Mauricie, mais quand on fait une chose aussi extravagante que de « jeter un village » nouveau sur la carte, soudain sa source familiale coule vers un autre bassin ; on ne vient plus de nulle part ailleurs.

Mes parents sont partis d'ici il y a 50 ans mais nous y ont ramenés régulièrement, l'été. Les tantes et les oncles nous recevaient comme si nous arrivions de Chine, et, en effet, du fond nauséux de la station wagon poussiéreuse, au milieu du parc de la Vérendrye, il semblait qu'on allait à l'autre bout de la géographie.

À ma dernière visite, ma cousine sortait avec un haltérophile qui venait de remporter une médaille d'or aux Jeux du Commonwealth, une grande fierté à La Sarre. Mon oncle m'avait montré comment on fait des sifflets avec des branches d'arbre. Il se faisait photographier avec la médaille et un chapeau de cowboy. Ma tante avait fait son pain et sa fameuse limonade avec les écorces de citron. Il était question de vendre la « maison paternelle », celle où elle, mon père et leurs 14

frères et soeurs ont vécu. Il y avait un grenier et, encore, des vieilles des grands-parents. J'ai vu le fantôme du grand-père, un commerçant de bois qui avait une cinquième année forte, mais qui lisait *Le Jour* de Jean-Charles Harvey, un auteur peu recommandable qui disait d'aller faire la guerre à Hitler, que ce n'était pas « la guerre des Anglais ».

Aujourd'hui, la maison est rasée, un salon de quilles a pris sa place et les souvenirs s'effacent.

À côté, la vieille maison des Ruelland tient le coup ; c'est un magasin de tissus où j'ai trouvé ma cousine Raymonde affairée au milieu de mille rouleaux d'imprimés. On ne construit peut-être pas, ces temps-ci, à La Sarre, mais on décore en masse.

J'ai fait le tour de quelques parents, je me suis promené dans la ville. Le moral n'est pas à son mieux. La Sarre est avant tout une ville de bois. Or, le bois, il se fait... loin, et plus petit, et surtaxé par les Américains. Les mines des environs ont presque toutes fermé. Les deux gros employeurs privés, ce sont les usines de bois de Tembec et Norbord. Des centaines de personnes y travaillent. C'étaient des milliers il n'y a pas si longtemps.

Ce qui ne change rien au fait que François Gendron, un gars de La Sarre, sera fort probablement réélu, après 25 ans.

J'ai visité un de ses prédécesseurs, le cousin de mon père, Aurèle Audet, qui a été député créditiste à l'Assemblée nationale de 1970 à 1973. Il y a longtemps que personne ne lui avait parlé du programme créditiste. « Notre idée, c'était le revenu minimum garanti pour éliminer la pauvreté », m'explique-t-il.

J'insiste un peu et il me fait descendre au sous-sol, voir les vieux journaux des débats. Le 3 juillet 1973, il y a 30 ans, un débat à Québec de l'opportunité de changer le nom du ministère de la Colonisation. Le député Audet se dit en faveur, mais ajoute que le bien-être social, qui force les gens à cesser de cultiver ou de bûcher de la pitoune de quatre pieds » sous peine de se faire amputer leur chèque, décourage le travail. Il parle de la « déportation » des pauvres de Montréal, que l'on a forcés à venir s'installer en Abitibi pendant la crise économique. Et plaide pour le revenu garanti.

Le député Audet a été battu en 1973. Il est retourné travailler comme mineur. Et 30 ans plus tard, on ne parle plus de « colonisation », mais il n'a pas changé d'idée sur la façon de combattre la pauvreté.

■ ■ ■
Comment décrire La Sarre ? Deux panaches de fumée (des deux scieries) l'encadrent, le clocher de l'église en fixe le centre, et autour, un sacré mélange de rues trop larges et sans nom (2^e Avenue Est, Principale Nord...) dont aucune n'est vraiment commerciale, aucune vraiment résidentielle. Voici un entrepôt à côté de la maison de ma tante Simone. Derrière la maison où ma mère a grandi, une antenne géante de la compagnie de téléphone a poussé.

Sur la 5^e Avenue, le cœur de la ville, où l'on trouve l'école primaire, l'hôtel de ville, le bar La Maîtresse, un café, le meilleur magasin de crème glacée molle au monde (25 parfums !), quelques commerces, et des espaces de parking à 45 degrés. On a fait des rues larges, il fallait de la place pour le progrès.

De quoi tout ça a-t-il l'air ? Les gens de passage disent que l'Abitibi n'est pas belle. C'est en effet l'anti-Charlevoix. Dans ce pays de mines et de forêts, la beauté ne vous saute pas dessus. Elle n'est pas au bord des routes ni dans l'architecture. Elle se cache derrière, dans les chemins de traverse forestiers, au bord des milliers de lacs en sable fin, dans les abattis, dans les sous-bois où l'on trouve les bleuets (les meilleurs au monde, bien entendu, comme l'eau d'Amos), au fond des rangs en terre.

Quoique... tout d'un coup, au milieu de la banalité, surgit une excentricité fulgurante. La cathédrale d'Amos, un immense dôme en béton armé, construite en 1922, dessinée par Aristide Beaugrand-Champagne. Pour l'esthétique innovatrice ? Non, contre les incendies de forêt.

■ ■ ■
Entre les recensements de 1996 et de 2001, la population totale de l'Abitibi-Témiscamingue est passée de 153 905 à 146 097. Démographiquement, la région a reculé de 20 ans. Pire : ceux qui s'en vont, comme partout, sont les jeunes les plus scolarisés. Si bien que la région se retrouve devant ce paradoxe : les jeunes les plus qualifiés sont partis parce qu'il n'y avait pas d'emploi... mais les entreprises manquent de main-d'œuvre spécialisée.

Même s'il y a deux usines de portes et fenêtres ici, il ne s'est construit aucune maison l'an dernier à La Sarre.

Malgré tout, ou à cause de cela, de partout, la résistance s'organise. Il y a des gens comme Réal Bérubé. Il a travaillé 15 ans comme contre-maître de chantier forestier. Il en a vu et fait, des coupes à blanc. « En 1990, je faisais deux heures et quart de route pour me rendre au chantier. On commençait seulement à faire un peu attention. Richard Desjardins, il est pas fou. On va être un bon 15 ans au ralenti. »

Bérubé, avec deux autres, dirige maintenant la Vache à Maillotte, une fromagerie fondée en 1996 qui emploie 20 personnes à La Sarre. On y fabrique cinq tonnes de fromage par semaine, essentiellement du cheddar doux, mais depuis peu, aussi, un fromage de brebis. On ne le fera jamais partir d'ici. « La chasse, la pêche, le quatre-roues... En forêt, seul, les choses te parlent. Il y a aussi les gens. C'est plate à dire, mais les gens sont encore innocents, ici. Les gens s'aident. »

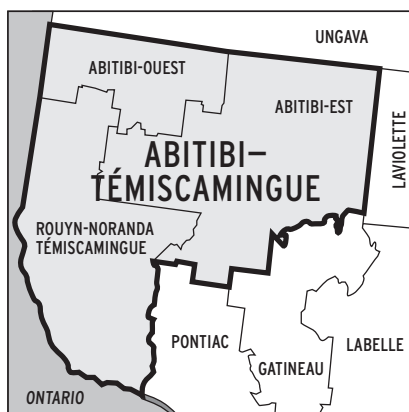
Suzanne Moore est agente de liaison au Carrefour Jeunesse Emploi, un « guichet unique jeunesse », dit-elle. Des conseils pour ceux qui veulent retourner aux études, de l'aide aux toxicomanes, aux suicidaires — un des plus haut taux au Québec — et surtout une vaste « conspiration », comme ils disent, pour ramener chez eux les jeunes dispersés.

Christian Matte, 21 ans, diplômé en journalisme à Jonquière, n'aurait pas pensé revenir à La Sarre s'il n'avait vu l'offre d'emploi de l'organisme. Il a monté un (superbe) site Internet (dazi-bao.qc.ca) qui donne des nouvelles de la région, qui en montre les possibilités. Une façon de garder le contact avec des centaines d'étudiants ou de diplômés originaires de La Sarre et des environs.

Ce printemps, 10 jeunes qui étudient dans des domaines qui intéressent les entreprises locales viendront à La Sarre, billet d'avion payé par l'organisme — financé par Québec. La plupart, pense-t-on, reviendront ici.

Jean-Philippe Godbout, 26 ans, est revenu de Toronto après huit ans pour développer le vélotourisme. Il travaille sur un grand projet pour relier toutes les villes de la région par piste cyclable. Beaucoup à faire du côté de l'écotourisme, dans le coin.

Dans ce pays de mines et de forêts, la beauté ne vous saute pas dessus. Elle n'est pas au bord des routes ni dans l'architecture. Elle se cache derrière.



Circonscriptions : Abitibi-Ouest, Abitibi-Est, Rouyn-Noranda-Témiscamingue

Population totale : 146 000

Langue maternelle
Français : 95,5 %
Anglais : 2,8 %
Langues non officielles : 1,7 %

Scolarité
Moins d'une neuvième année : 23 %
Neuvième - treizième année : 45 %
Études postsecondaires : 32 %

Revenu moyen des ménages : 41 703\$

Taux de chômage (en 2002) : 10,8 %

ENJEUX ÉLECTORAUX

• Dans ce pays de grands espaces, l'avenir des forêts est sur toutes les lèvres. En février, le ministre des Ressources naturelles et député d'Abitibi-Ouest François Gendron annonçait la création d'une commission d'études scientifiques et technique sur les forêts.

• Jean Charest trouve cette démarche insuffisante. Au cours de la campagne, il a plutôt suggéré la mise sur pied d'une commission d'enquête « publique et indépendante ».

• Campagne électorale ou non, la région est secouée par deux conflits majeurs depuis plusieurs mois : celui des employés syndiqués de Radio Nord Communications et celui de la fonderie Horne à Rouyn-Noranda.

CHAUDES LUTTES

La plus belle lutte à prévoir dans cette région se déroulera dans Rouyn-Noranda-Témiscamingue où le député sortant et ministre Rémy Trudel (et ancien député bloquiste) Pierre Brien. M. Trudel l'avait emporté par 3500 voix en 1998.

Isabelle D'Amours, elle, est agente de développement économique à la Ville. Elle a vécu à Montréal. Mais elle est revenue pour de bon. Cinq minutes pour se rendre au travail — de sa maison qui ne lui a presque rien coûté. Le plein-air tout plein. La garderie à côté. « Il faut que tu aimes la nature », concède-t-elle. Mais on n'est pas emprisonné ici. On peut faire un tour à Montréal de temps en temps... et mieux savoir que ceux qui y vivent ce qui s'y passe de hot...

« Il y a de l'emploi ici. D'ici cinq ans, on va manquer de professeurs. On manque de pharmaciens, d'ingénieurs, de soudeurs... » Et on n'a pas parlé des professionnels de la santé. À la mine Casa Berardi, à une heure d'ici, l'espoir renaît. Elle avait fermé, mais 50 à 60 hommes y travaillent présentement, en vue d'une réouverture. Et il y a des projets dans l'air, beaucoup de projets...

J'ai fini ma visite en allant au centre d'art. Suzy Tousignant vient d'accrocher les nouvelles toiles. Elle attend un groupe d'élèves de l'école. Elle porte une grande « chienne » blanche pleine de taches et m'explique qu'après avoir montré l'exposition aux enfants, elle installe une grande toile au milieu de la salle, où ils réinterprètent ce qu'ils ont vu. « Viens en arrière, je vais te montrer. » Il y a là, appuyé dans la pénombre, un immense collage, grand comme une porte, lumineux, fauve et tropical, une sorte d'hommage à Gauguin collé et peint par 200 enfants.

J'ai vu là-dedans du soleil comme on n'en espère pas à La Sarre au mois de mars. Ça ma donné un coup au coeur. Je me suis dit qu'il n'y a pas que ma mère qui voit le ciel très bleu, ici. Et que ça met de nouvelles couleurs sur l'avenir.

SCIENCE

EN BREF

Regardez vos pieds

MARCHE-T-ON mieux quand on regarde attentivement ses pieds ? C'est le pari qu'ont fait les créateurs d'un système de réalité virtuelle destiné aux gens qui doivent réapprendre à marcher après avoir subi une attaque cérébrale. Plus précisément, un système de réalité virtuelle qui, plutôt que d'immerger complètement les patients dans un univers exotique, ne fait que surimposer des objets artificiels par-dessus la « réalité » : entre autres, des blocs posés sur le sol, sur lesquels le patient doit poser les pieds. Le fait que cela oblige le patient à être plus attentif à ses mouvements que lors d'une marche normale — ou même une marche dans un univers entièrement simulé — semble porter fruit : après deux semaines de séances d'une heure chacune, les patients du Centre de recherche sur la réhabilitation, attaché au ministère américain des vétérans, marchaient en moyenne 32 % plus vite, et 19 % plus longtemps — tandis que ceux qui avaient eu affaire au monde réel marchaient « seulement » 26 % plus vite et 11 % plus longtemps.

Le plein de super sans sucre, s.v.p. !

L'AVENIR des automobiles non polluantes réside peut-être dans la technologie des piles à combustible (full cell). Mais un des problèmes auxquels fait encore face cette technologie, c'est qu'elle oblige la voiture à transporter une grande quantité d'hydrogène sous pression, ce qui nécessite un grand réservoir. Une hypothèse proposée par des ingénieurs chimistes de l'Université du Wisconsin : transporter dans le réservoir du carburant liquide duquel l'hydrogène serait extrait au fur et à mesure du voyage. On pourrait par exemple produire de l'hydrogène à partir du glucose, un sucre déjà présent en énorme quantité dans la nature, qu'on peut obtenir en quantité industrielle à partir du maïs ou des excréments animaux. Ne resterait qu'à planter de grands champs de maïs dans la cour des compagnies pétrolières...

Ho-Ho-Ho



Photothèque La Presse

L'approche du père Noël, un enjeu pour la NASA et NORAD.

CHACQUE année, le 24 décembre, plusieurs administrateurs de l'armée ou de l'aviation civile secouent un peu leur rigidité, et publient des communiqués annonçant que l'approche du père Noël a été détectée sur leurs radars. Cette année, l'agence spatiale américaine, la NASA, a décidé de jouer le jeu, et a publié elle aussi un parcours orbital du célèbre barbu — parcours qui, incidemment, n'était pas du tout le même que celui publié ailleurs, ce qui aurait de quoi inquiéter ceux qui croient en la fiabilité de leurs satellites-espions... Mais il faut croire que chez NORAD, l'organisation militaire canado-américaine qui veille à la sécurité des cieux, on n'entend pas à rire, puisque le responsable des relations publiques a cru bon de déclarer à la revue *Science* : « Suivre le père Noël à la trace a été un programme du NORAD depuis 45 ans. Je n'étais pas au courant d'une implication de la NASA. »

Burundi, USA

L'EXPERT américain en vaccination contre la variole a presque manqué le discours du président Bush annonçant sa politique d'achats de vaccins, parce que le poste de garde de la Maison-Blanche refusait de le laisser passer. Donald Henderson, 74 ans, a dû attendre, dans le froid, 20 minutes, ce qui lui a donné le temps de lâcher aux journalistes une phrase peu aimable : « Si le gouvernement du Burundi avait travaillé comme ça (dans les années 60 et 70, à l'époque de la campagne mondiale de vaccination), nous n'aurions jamais éradiqué la variole. »

Voyage au fond des mers

CE NE SONT que des bactéries, mais elles vivent dans l'un des environnements les plus exotiques jamais étudiés : à 300 mètres sous l'océan Pacifique. Un écosystème jusqu'ici inconnu, et qui fait sa petite vie, totalement coupé de la lumière du Soleil. Cet environnement, en fait, est si exotique, que la plupart des microbes étudiés appartiennent à des espèces inédites, quoique cousines de quelques-unes découvertes dans d'autres milieux extrêmes, rapporte une équipe de l'Université d'État de l'Oregon dans la revue *Science*. Trois cents mètres de profondeur, cela signifie que la foreuse qui a ramené ces échantillons a dû passer au travers de 250 mètres de sédiments et 50 mètres de roche basaltique. À cette profondeur, la température est de 65 degrés Celsius, et les bactéries, en l'absence d'oxygène, puisent leur énergie dans l'ammoniaque qu'elles produisent elles-mêmes à partir de l'union d'hydrogène et d'azote. « Ce n'est qu'un aperçu de ce qui est probablement un environnement riche et varié », estiment les biologistes.

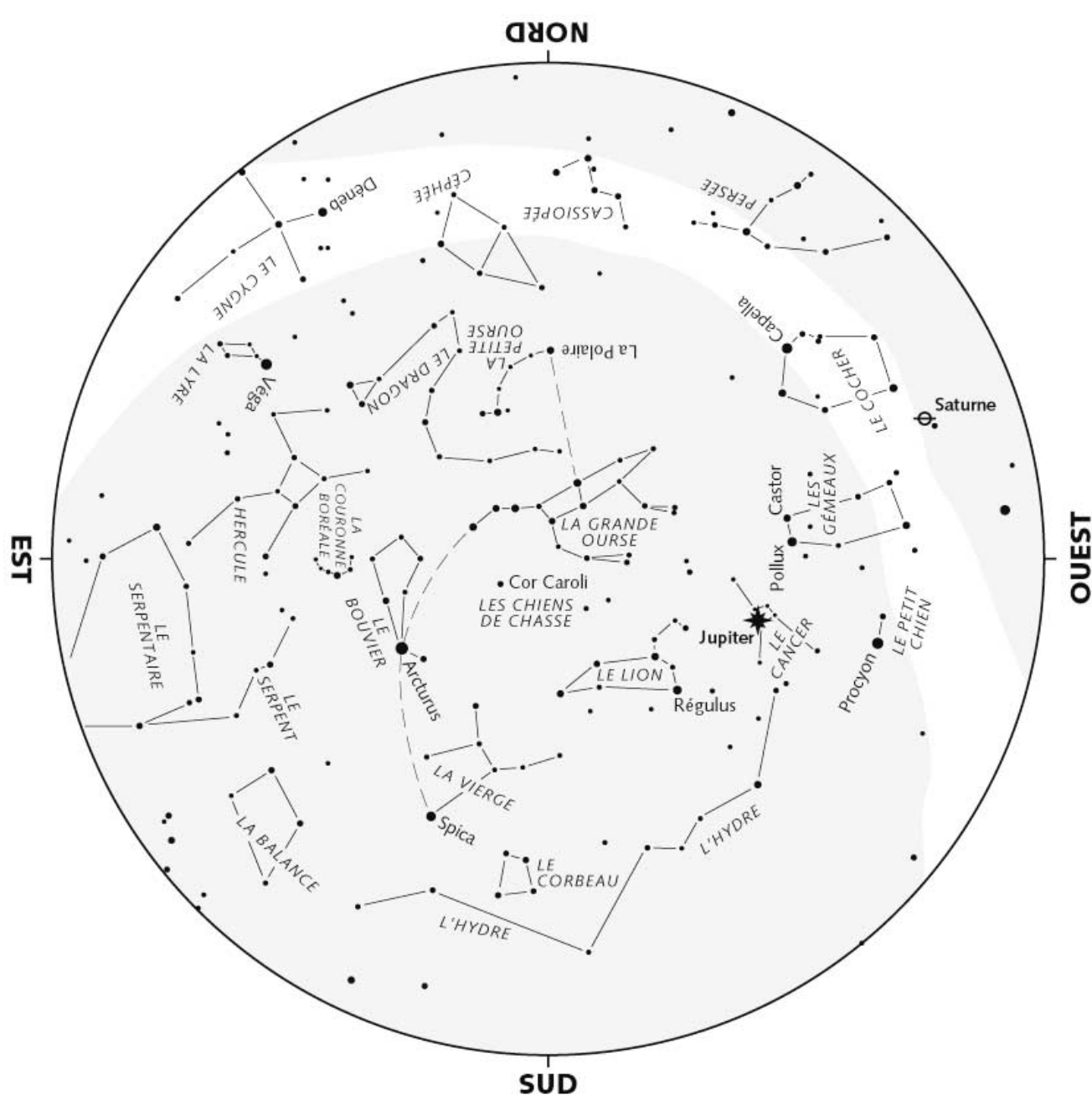
Maladroit comme un singe

LES SINGES, d'agiles acrobates ? En tout cas, pas les macaques japonais qu'a eu la chance d'étudier Masashi Nakai, de l'Université de Kyoto. Il se trouve que là-bas, plusieurs de ces singes sont tués par des fermiers dont ils dévastent les cultures. Le chercheur a donc eu l'occasion de pratiquer une autopsie sur une centaine d'entre eux, et a découvert des fractures chez près des deux tiers des mâles (31 sur 52) et la moitié des femelles (26 sur 55) ; des fractures, qui avaient eu le temps de guérir, témoignages de chutes et autres accidents survenus dans le passé. Ces singes se battent rarement, et ils ne portaient pas d'autres traces de blessures telles que des morsures, qui auraient pu expliquer ces fractures.

Monnaie génétique

ON FÊTE cette année le 50^e anniversaire de la découverte de la double hélice, cette structure si particulière qui compose notre bagage génétique. Le gouvernement britannique a donc décidé de marquer cet anniversaire en produisant une pièce de 2 livres frappée de la double hélice.

LE CIEL D'AVRIL



Carte : MARC JOBIN, Planétarium de Montréal

La carte représente le ciel tel qu'on pourra le voir à la mi-avril vers 23h30 (heure avancée de l'Est), une heure plus tard au début du mois, une heure plus tôt à la fin. Pour l'utiliser, tenez la carte au-dessus de votre tête, en alignant les points cardinaux. Les lignes pleines identifient les constellations, tandis que la bande claire indique le tracé de la Voie lactée.

Mercure à l'honneur

PIERRE LACOMBE
collaboration spéciale

Avec l'arrivée du printemps le mois dernier, les nuits maintenant un peu plus chaudes invitent les observateurs à demeurer plus longtemps sous les étoiles. Malheureusement, la nature est capricieuse. La durée de la nuit diminue de jour en jour et, avec l'heure avancée qui est entrée en vigueur cette nuit dans plusieurs provinces et pays, les observateurs doivent attendre de plus en plus tard pour contempler un ciel étoilé de bonne qualité. En effet, le coucher de Soleil plus tardif chaque soir et le crépuscule qui s'allonge repoussent quotidiennement le meilleur moment pour débiter les observations célestes.

Mais la chance nous sourit, puisqu'en avril, dès le début de la nuit, trois planètes se distinguent parmi les étoiles. Par sa brillance, la planète Jupiter est sans contredit l'objet planétaire le plus facile à repérer. Au cours du mois, la planète géante nous apparaît au voisinage d'un bel amas d'étoiles : l'amas de la Crèche, au centre de la constellation du Cancer. Comme au mois dernier, les deux objets offrent toujours une magnifique opportunité d'utiliser votre paire de jumelles. En effet, Jupiter et l'amas de la Crèche se retrouvent dans le même champ de vision pendant tout le mois d'avril. Et pour agrémenter la scène, la Lune se joint au duo le soir du 10 avril ! Afin de vous préparer à ce spectacle visuel haut en couleurs, nous vous recommandons de vous familiariser avec votre paire de jumelles le soir du 5 avril : le croissant de Lune se trouve alors près de l'amas des Pléiades et les deux objets seront visibles dans le même champ de vision de votre instrument.

Moins brillante que Jupiter, la planète Saturne se distingue quand même des étoiles de la constellation du Taureau, et en particulier de l'étoile Aldébaran qui se trouve tout près. Il est donc aisé de la repérer au-dessus de l'horizon ouest dès le début de la soirée. Pour la première fois depuis 1987, l'inclinaison des anneaux de Saturne est à son maximum, offrant ainsi une occasion unique de bien les observer et d'y distinguer la division de Cassini. Un petit télescope devrait vous permettre de contempler ce spectacle inoubliable. Le 7 avril, le croissant de Lune sera près de Saturne et vous aidera à bien l'identifier.

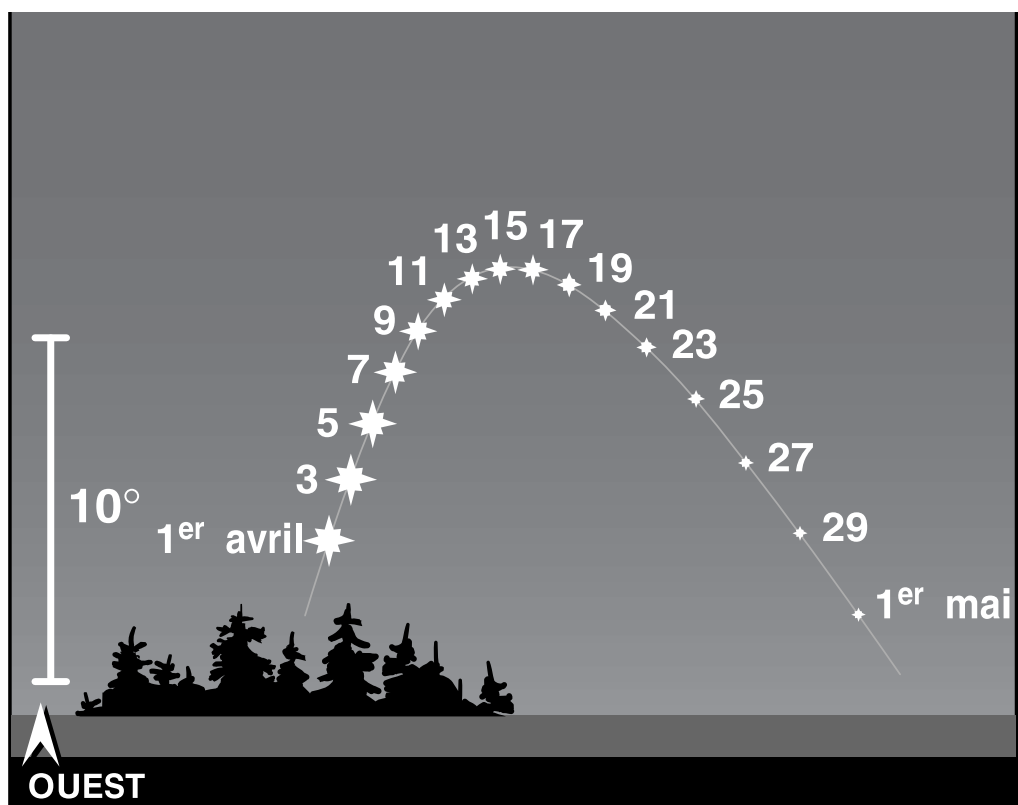


Illustration : MARC JOBIN, Planétarium de Montréal

La planète Mercure fera une apparition dans le ciel du soir en avril : vous pourrez la repérer en direction ouest, à une dizaine de degrés au-dessus de l'horizon, une trentaine de minutes après le coucher du Soleil. La planète sera plus brillante — donc plus facile à repérer — au début du mois.

Mercure, un défi pour les observateurs

Mercure complète le trio planétaire du début de soirée, et comme toujours, s'avère la planète la plus difficile à repérer. Cependant, les conditions d'observation sont très favorables au cours du mois d'avril, car Mercure atteindra son écart maximum du Soleil le 16. C'est donc autour de cette date, du 7 au 25 avril, qu'il faut tenter sa chance : trente minutes après le coucher du Soleil, dans un ciel encore clair, Mercure se trouvera à environ 15 degrés au-dessus de l'horizon ouest, qui devra être parfaitement dégagé. La brillance de Mercure varie aussi considérablement au cours de la période d'observation favorable et s'ajoute ainsi aux nombreuses difficultés de repérage de la planète : elle sera beaucoup plus brillante au début du mois, et son éclat ira progressivement en diminuant. Il est toujours difficile d'observer Mercure, et à ce titre, la planète représente un réel défi pour les astronomes. À vous de le relever !

À la fin d'avril, Mercure replonge vers l'horizon, en route vers un rendez-vous très particulier. En effet, le 7 mai pro-

chain, Mercure passera directement entre la Terre et le Soleil ! Pendant quelques heures, la planète se profilera donc sur le disque solaire, pour le bénéfice des observateurs d'Asie et d'Europe, mais aussi de l'est du Canada et des États-Unis. Ce rare passage de Mercure devant le Soleil est un événement à ne pas manquer, mais exige des mesures de sécurité identiques à celles qui doivent être mises en oeuvre lorsqu'on observe une éclipse de Soleil, par exemple.

Mars et Vénus

Visible dès 3 heures du matin en direction du sud-est, Mars augmente en brillance de jour en jour et se déplace lentement vers la constellation du Capricorne. Pour vous aider à l'identifier, le 23 avril au matin, le dernier quartier de Lune se trouvera près de la planète rouge. Bien que Mars puisse s'avérer un objet intéressant à contempler au télescope, il serait préférable de conserver toutes ses énergies pour les mois d'août et de septembre prochains. Mars brillera alors, non seulement en luminosité, mais aussi pour les nombreux détails de sa surface qui seront visibles au télescope.

Par contre, la brillante Vénus devient de plus en plus difficile à repérer, et se lève maintenant moins d'une heure avant le Soleil. Vous constaterez, dès le début du mois, que la planète est très basse au-dessus de l'horizon est, à l'aube, et qu'elle le demeurera durant tout le mois d'avril. Il faut donc s'assurer que l'horizon est soit bien dégagé pour repérer Vénus.

À l'affiche au Planétarium

LES SAMEDI et dimanche matins à 10h30, les 4 ans et plus seront ravis de prendre part à notre spectacle interactif : Le grand voyage de Petite Ourse. Pour les 9 ans et plus, du lundi au dimanche à 13h15 et 15h45, Les mystères de Jupiter nous dévoile les secrets de la plus grosse planète du système solaire. Enfin, à 20h30, du vendredi au dimanche, pour les 12 ans et plus, nous vous proposons Du Big Bang... au Big Crunch ? Renseignements et réservations de groupes : (514) 872-4530. Visitez notre site Internet au www.planetarium.montreal.qc.ca.

Pierre Lacombe est astronome au Planétarium de Montréal.



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

LA PRESSE D'AILLEURS

FINANCIAL TIMES

The New York Times

Le Monde

Herald Tribune

Les pressions de la coalition sur l'Allemagne

Berlin y va de petites concessions, mais réaffirme le rôle de l'ONU dans la reconstruction

Pendant que la coalition américano-britannique arrose l'Irak d'obus et de missiles, elle s'adonne simultanément à des manœuvres plus discrètes sur le front diplomatique européen. Washington et Londres souhaitent notamment obtenir de l'Allemagne qu'elle infléchisse suffisamment ses positions pour que la France, tenue comme fer de lance du refus de la guerre contre l'Irak en Europe, se retrouve isolée.

L'International Herald Tribune révélait en début de semaine que la Grande-Bretagne a entrepris de mettre la pression diplomatique sur Berlin dans l'espoir qu'un fléchissement du gouvernement Schröder en vienne à atténuer les résistances françaises à la guerre menée en Irak.

La démarche paraît n'avoir porté que de maigres fruits : vendredi matin, l'édition européenne du Wall Street Journal annonçait en manchette que l'Allemagne ne se considère plus comme neutre par rapport à la guerre d'Irak. Le chancelier Gerhard Schröder a fait savoir au Parlement que Berlin souhaite désormais une victoire — et la plus rapide possible — de la coalition en Irak, histoire de réduire au minimum le nombre de victimes de cette guerre.

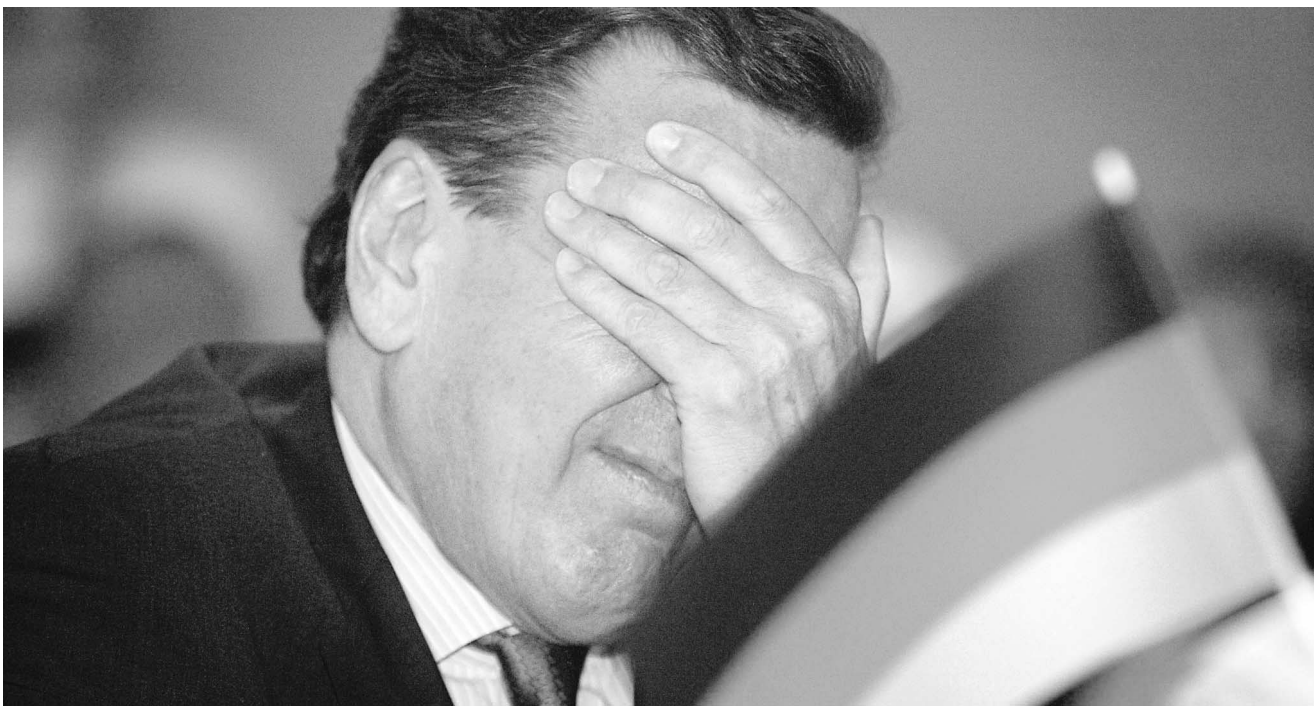
Le chancelier y est allé avec des gants blancs, rapporte le journal. Il n'a pas voulu approuver cette guerre, conscient de l'opposition générale qu'elle suscite dans l'opinion allemande, mais a néanmoins souhaité qu'avec la défaite de la dictature, le peuple irakien en vienne à matérialiser le plus vite possible ses rêves de paix, de liberté et d'autodétermination.

Les analystes à Berlin observent que dans les 14 jours qui ont suivi le déclenchement des hostilités en Irak, l'Allemagne s'est faite beaucoup plus discrète que la France et la Russie dans son refus de la guerre, après s'être jointe à ces deux pays préalablement pour défendre l'option d'une poursuite des inspections par les Nations unies en Irak.

Petites concessions

Washington, dit le Wall Street Journal, aura diminué la pression sur Berlin et fait valoir que l'Allemagne pourrait prendre part à la reconstruction de l'Irak. Le chancelier a répondu que l'Allemagne voulait bien contribuer à cette tâche, mais sans cesser d'insister pour qu'elle incombe principalement aux Nations unies.

Autres petites initiatives allemandes pour faire plaisir aux États-Unis : Berlin a renforcé le personnel



Photothèque La Presse

Le chancelier Gerhard Schröder a fait savoir au Parlement que Berlin souhaite désormais une victoire — et la plus rapide possible — de la coalition en Irak.

des services de protection des énormes bases militaires américaines en Allemagne. Le gouvernement a aussi autorisé certains de ses soldats à servir à bord d'avions de surveillance américains Awacs en Turquie.

Mais les petites faveurs, pour l'instant du moins, s'arrêtent là. Dans le compte rendu que fait le journal Le Monde du discours du chancelier au Parlement allemand, il est largement fait état de ses préoccupations pour l'importance de l'ONU dans les questions de guerre et de paix. « Nous pensons, dit M. Schröder, que dans les conflits internationaux, seules les Nations unies doivent avoir le monopole de la violence. » Le message aux Américains est clair, qui en profite pour souligner de nouveau « le rôle central que doit jouer l'ONU » dans la reconstruction de l'Irak.

M. Schröder, dit le correspondant du Monde, est ici en terrain solide puisque même l'opposition chrétienne-démocrate (CDU) est sensible à cette approche. La CDU est aujourd'hui écartelée entre ses solides et traditionnelles amitiés américaines et une opposition à la guerre qui, amplifiée par les Églises, s'exprime jusque dans les rangs conservateurs.

La chef de l'opposition CDU, Angela Merkel, a pris l'initiative récemment d'aller offrir à Washington un soutien que le gouvernement allemand n'apporte pas et elle a dû, à son retour, faire face à une vague de critiques inattendues, à l'intérieur même de son parti.

Le Monde rappelle que depuis des mois, les sondages vont dans la même direction, confirmant que les Allemands sont très largement opposés au conflit et encore plus à la façon dont l'administration américaine l'a géré, sans tenir compte des réticences exprimées à l'ONU. Une récente étude publiée par le magazine Stern indique que les États-Unis ne sont plus considérés comme un modèle par 89 % des Allemands.

Ce qui ne conduit pas le gouvernement Schröder pour autant à brandir le poing contre Washington.

La méthode douce

Dans une longue entrevue accordée au Monde la semaine dernière, le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, explique avec fermeté mais aussi avec beaucoup de nuance la position allemande à propos de l'Irak. « Nous avons toujours exposé clairement notre position, dit-il. Nous ne sommes pas pacifistes. Sous ce gouvernement, l'Allemagne a participé à deux guerres, au Kosovo et en Afghanistan. Mais selon nous, pour des démocraties, pour des États de droit, la force ne se justifie que par des raisons contraignantes, indispensables pour accepter le recours aux moyens militaires. Or dans la crise irakienne, nous sommes convaincus que les voies pacifiques n'étaient pas épuisées. »

Pour la suite des événements, M. Fischer n'entrevoit pas de nouvel affrontement, au Conseil de sécu-

rité de l'ONU, en matière de reconstruction, sous réserve évidemment de l'évolution des événements sur le terrain. Berlin et Paris privilégient l'ONU comme agent de reconstruction principal et le ministre se réjouit que la Grande-Bretagne souscrive aussi à cette orientation.

Joignant l'initiative diplomatique à la parole, M. Fischer se trouvait à Paris vendredi pour rencontrer ses homologues français et russe, Dominique de Villepin et Igor Ivanov. Les trois hommes ont solidairement réaffirmé l'ambition de leur pays de voir l'ONU assurer la gestion de la reconstruction en Irak, insistant d'ailleurs pour que l'organisation internationale se voie confier le mandat immédiat de s'occuper « de la situation humanitaire d'urgence » en Irak. M. Ivanov a repris à son compte le propos déjà formulé par le chancelier Schröder, appelant une cessation la plus rapide possible des hostilités, ce qui avantagera aussi les États-Unis eux-mêmes, a-t-il précisé.

L'intervention des trois hommes à Paris est survenue au lendemain de la rencontre qu'a eue le secrétaire d'État des États-Unis Colin Powell avec les ministres des Affaires étrangères de 23 pays européens. Le chef de la diplomatie américaine a tenté de convaincre ses homologues qu'il était normal que l'actuelle coalition dirigée par les États-Unis et la Grande-Bretagne prenne le leadership de la reconstruction, mais que cette coalition était disposée à oeuvrer en

coopération avec la communauté internationale et en particulier les États-Unis.

M. de Villepin trouve « absolument naturel », rapporte le New York Times, que les pays déjà engagés sur le terrain disposent d'une responsabilité particulière eu égard à la « phase de sécurité ». Mais, a-t-il ajouté vendredi au côté de M. Ivanov à Paris, « il ne devrait pas y avoir de discussion sur le principe et les termes » d'une participation à la reconstruction en Irak. Le diplomate français d'ajouter : « Il n'y a pas un pays ou des pays qui peuvent espérer remporter une victoire seuls. Et personne ne peut espérer construire la paix seul. »

Néanmoins, le New York Times juge que le ton général émanant aujourd'hui de Paris, de Berlin et de Moscou à propos de l'Irak s'est singulièrement adouci, depuis ces jours où la France et la Russie menaçaient de recourir à un veto au Conseil de sécurité contre la volonté américaine.

Il faut dire que les humeurs deviennent acides aux États-Unis. Vendredi, la Chambre des représentants à Washington a adopté une motion qui vise à interdire à la France et à d'autres pays qui se sont opposés aux États-Unis au Conseil de sécurité, l'attribution de contrats de reconstruction en Irak. Se trouvent visés, outre la France, l'Allemagne, la Russie, la Chine et la Syrie. La motion surprise, écrit le Financial Times, de Londres, a été adoptée contre la volonté de la Maison-Blanche et des leaders républicains de la Chambre. Mais cette motion pourrait tomber la semaine prochaine lors de négociations usuelles entre la Chambre et le Sénat sur le programme législatif.

N'empêche, le message est passé. En Allemagne comme en France, les communautés d'affaires s'inquiètent de possibles contrecoups commerciaux résultant des initiatives de leurs diplomates.

Le gouvernement allemand, à ce jour, n'a recueilli aucune information révélant un mouvement de boycottage de produits allemands aux États-Unis. Ce qui n'empêche pas le pays, comme la France d'ailleurs, de connaître des jours difficiles au chapitre de la croissance.

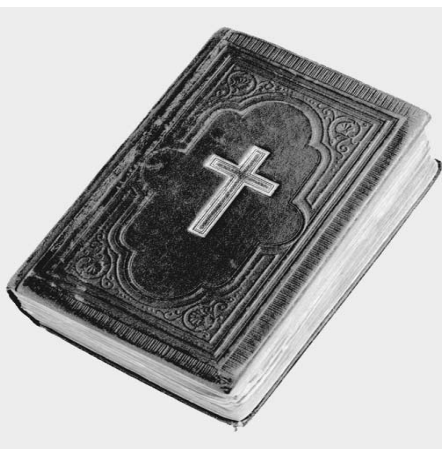
Il a été révélé la semaine dernière que le chômage, en Allemagne, vient d'atteindre en mars un taux inégalé en cinq ans, à 10,6 %. L'économie allemande n'aura crû que de 0,2 % en 2002, le taux le plus bas enregistré en neuf ans. Le chancelier Schröder répète à qui veut l'entendre que l'actuel climat de guerre ne fait rien pour faire redémarrer la prospérité.



The New York Times

Bon-ententisme

DANS SON EFFORT pour gagner à sa cause « les esprits et les cœurs » en Irak, Washington a mis au point des programmes de propagande qui n'obtiennent pas la totale approbation de spécialistes de la question, rapporte le New York Times. Ces programmes sont souvent faits d'images toutes simples : ici, des médecins militaires américains viennent au secours de civils irakiens blessés, là, des soldats éteignent un puits de pétrole en flammes ou distribuent des vivres à des enfants souriants qui se bousculent pour se faire filmer. Le problème : les images rejoignent le client sans que les secours n'arrivent effectivement. Ce genre de propagande, dit Stuart Holliday, directeur des programmes d'information du département d'État, pouvaient être efficaces en Afghanistan, où les gens ne connaissaient pas autre chose, mais ce n'est pas le cas en Irak où les gens ont accès à diverses sources concurrentes pour se faire une opinion sur les événements. Khaled Abdelkarim, correspondant à Washington d'une agence du Moyen-Orient, a des mots très durs à ce propos : « Les Arabes ou les musulmans (en Irak) ne sont pas des enfants de quatre ans qui ne savent pas ce qui leur arrive. » Tuer des gens et en nourrir d'autres sous un même uniforme ne lui paraît pas la formule pour gagner « les esprits et les cœurs ».



Le Monde

Prosélytisme

ON N'IGNORE PLUS que les Américains veulent procurer aux Irakiens la liberté, le bonheur et la prospérité, mais pourquoi s'arrêter en si bonne voie ? La foi chrétienne, ça fait partie de la mission civilisatrice aussi. Déjà, rapporte Le Monde, des missionnaires américains campent aux portes de l'Irak, fin prêts à aller porter la bonne parole à la population une fois qu'on l'aura « libérée ». La Convention baptiste du Sud (16 millions d'adeptes), l'une des rares Églises américaines à avoir approuvé la guerre, ainsi que Samaritan's Purse, dirigé par le fils du célèbre évangéliste Billy Graham, disposent déjà de bataillons de missionnaires en attente à la frontière jordanienne. La technique : distribuer d'abord de l'aide aux camps de réfugiés, pour ensuite y développer une mission d'évangélisation baptiste. D'autant plus étonnant que dans la foulée du 11 septembre, le fils de Billy Graham, Franklin Graham, s'était, avec d'autres, signalé à l'attention publique par ses diatribes contre l'islam. Les protestants modérés d'Amérique sont les premiers à protester contre cette confusion des genres où s'entrecroisent aide humanitaire et évangélisation. Quand au porte-parole du Conseil d'amitié islamo-américaine, Ibrahim Hoopser, il se dit « consterné » par ce débarquement de missionnaires.



The Observer

Expansionnisme

C'EST BIEN CONNU, les Britanniques croulent sous leurs problèmes de transport et se marchent de plus en plus sur les pieds, dans la partie sud-est de l'Angleterre en particulier où le tiers des Britanniques occupent 12 % du territoire national. La solution en vogue : envahir la mer pour y construire toute une gamme de services publics et de parcs résidentiels, écrit The Observer. Il y a la part du rêve ici, mais aussi des projets biens concrets. On a déjà planifié des parcs marins de milliers d'éoliennes au large de l'Écosse, du Pays de Galles, dans l'East Anglia et dans l'estuaire de la Tamise. L'aéroport d'Heathrow frisant la saturation, les projets de quatre aéroports flottants sont envisagés, dont un de 70 milliards de dollars CAN dans l'estuaire du Severn, relié par des ponts à Cardiff et Bristol et capable d'accueillir 30 millions de passagers annuellement. On envisage un aménagement de même ampleur pour l'estuaire de la Tamise. Entre-temps, l'Institut royal des architectes britanniques plangent sur des projets d'habitations flottantes, susceptibles d'alléger la crise du logement dans le pays. Tim Pyne a déjà reçu 700 demandes de renseignements pour son projet de « maison mobile flottante » de 320 000 \$. Le bon vieux romantisme qu'inspire la mer fouette les êtres imaginatifs.



The Economist

Mimétisme

LONGTEMPS considérée comme indice de croissance dans les sociétés industrielles, la vente d'automobiles s'installe aussi en Chine comme symbole de prospérité, selon The Economist. La Chine en est à sa troisième révolution de consommation. Il y a deux décennies, le grand public s'est dardé sur les bicyclettes et l'électroménager. Dans les années 90, le consommateur qui le pouvait se tournait vers l'électronique. Mais aujourd'hui, c'est la voiture personnelle qui suscite les convoitises, même si elle peut représenter plusieurs mois de salaire. Les experts en marketing de l'automobile expliquent que cette course à la voiture personnelle en Chine est plus le fait de jeunes en quête de statut social, de mode de vie, que d'un besoin de transport individuel pour se rendre au travail. Les grandes villes regorgent de taxis, d'un coût très abordable pour les classes moyennes. Les acheteurs se recrutent principalement dans la vingtaine et la trentaine et la plupart en sont à leur première expérience de propriété d'une auto. Le plaisir dominant paraît être le sentiment de liberté que procure l'automobile et que découvrent les jeunes Chinois. Effets d'entraînement : aménagement de grands centres commerciaux dotés de superparcs de stationnement, création de cinéparcs, pendant qu'à la campagne, des paysans ont déjà commencé à appliquer la technique du gîte du passant.

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Philippe Pépin

L'entrepreneur franco-ontarien a été doublement primé pour sa participation à la construction de logements sociaux en Afrique.

JEAN-PAUL SOULIÉ

Le 20 mars dernier, journée internationale de la Francophonie, le premier gala des prix Montfort, qui a eu lieu à Ottawa, a couronné les efforts et les succès de franco-phones issus de milieux minoritaires au Canada. Les lauréats des 13 prix se sont distingués en accomplissant de grandes choses pour la francophonie canadienne, tant au Canada qu'à l'étranger. Créés sous l'égide du ministère du Patrimoine du Canada, les prix Montfort ont été attribués par un jury présidé par M. Antonio Lamer, ancien juge en chef de la Cour suprême du Canada.

Le récipiendaire du prix Montfort Jeunesse, Philippe Pépin, un entrepreneur de Niagara Falls âgé de 27 ans, s'était déjà distingué dès 1998 alors qu'il participait au Mondial de l'entrepreneuriat. En 2002, il a reçu le prix mondial de ce concours, doté d'une bourse de 30 000 \$. Cette reconnaissance soulignait l'excellence d'un partenariat entre une PME canadienne et une PME à l'étranger. *La Presse* souligne les deux distinctions remportées par un tout jeune entrepreneur en construction dont l'entreprise familiale fait sa marque tant au Canada qu'au Burkina Faso et nomme Philippe Pépin Personnalité de la semaine.

Philippe Pépin est né à Sherbrooke, dans les Cantons de l'Est, mais sa famille est originaire de la Beauce. En 1990, sa mère, son père, sa soeur et lui ont déménagé à Niagara Falls, en Ontario. En 1991, c'est bien la famille Pépin qui fonde la compagnie Givic Construction Entreprise. «D'habitude, explique Philippe avec

simplicité, je porte le titre de directeur général, mais en fait, entre mon père et moi, il n'y a pas de différence hiérarchique. Ma soeur fait aussi partie de l'entreprise, elle est comptable et administratrice, et ma mère a déjà travaillé avec nous, mais plus maintenant.»

Givic Construction Entreprise accorde des contrats de sous-traitance à des entrepreneurs spécialisés. D'abord axée sur la construction commerciale, l'entreprise a mis au point une technologie permettant de réduire les coûts de construction de maisons modulaires destinées au logement social. Le principe est simple et peut s'appliquer tant dans les régions froides, comme le Canada, que dans les pays chauds d'Afrique. Il s'agit d'un polystyrène mélangé à du ciment et du métal, le tout fabriqué avec des matériaux africains produits dans des pays comme le Togo et le Ghana. «Nous appliquons les mêmes principes que dans la construction commerciale d'ici, mais nous allons construire des maisons africaines, conçues par des architectes d'Afrique. L'Afrique est en plein développement. Nous avons créé un partenariat avec un entrepreneur du Burkina Faso, le Groupe Nassa.»

Philippe Pépin a commencé à 14 ans à travailler à temps plein dans les chantiers de construction avec son père. À l'époque, tous deux étaient sous-traitants. Aujourd'hui, ils ont sept employés et ce sont eux qui donnent des contrats en sous-traitance. Certaines semaines, il peut y avoir plus de 30 ouvriers dans leurs chantiers. «J'ai changé d'avis sur l'école en vieillissant, dit le jeune entrepreneur. Ça vaut la peine d'y aller et de bien étudier. J'ai dû payer de ma poche pour faire des études en dehors d'un contexte institutionnel.»



«Je compte bien faire des tas d'affaires sur ce continent. Tout est à faire, là-bas, et les Africains sont des gens qui ont le sens de l'entreprise.»



Ni marié ni fiancé, Philippe Pépin est allé quatre fois en Afrique. Il y a visité huit pays. «Je compte bien faire des tas d'affaires sur ce continent. Tout est à faire, là-bas, et les Africains sont des gens qui ont le sens de l'entreprise.» À Ottawa, au gala des prix Montfort, il était assis à côté du secrétaire général de la Francophonie, l'Égyptien Boutros Boutros Gali, et de sa femme, qui se passionnent tous deux pour les questions de logement social, une urgence dans leur pays et dans tout le continent africain. Philippe Pépin compte bien les inviter à visiter le chantier du premier

prototype de démonstration qu'il va construire dans quelques mois à Ouagadougou avec son partenaire du Burkina Faso.

Prêt à construire à moindres frais des maisons pour les Africains, Philippe Pépin sait déjà que ses futurs clients veulent des matériaux isolants et font confiance au ciment. Mais il n'entend pas se contenter d'exporter ses techniques de construction canadiennes. «À long terme, je m'intéresse aussi à d'autres richesses du continent africain, comme l'acajou. J'ai été au Cameroun et au Congo, des pays qui ont beaucoup de ressources. Je vais repartir cette année pour compléter mes connaissances de tous ces matériaux. Là-bas, un 2X4 d'acajou vaut le même prix qu'un 2X4 d'épinette ici.»

Entre l'exportation de ses techniques éprouvées dans les chantiers commerciaux du Canada, utilisant un isolant pris en sandwich entre deux plaques de ciment, et ses projets d'importation d'acajou pour l'ébénisterie d'ici, Philippe Pépin gagne des prix comme le Montfort Jeunesse ou le Mondial de l'entrepreneuriat, et sa bourse de 30 000 \$ lui permet de financer son prototype de logement social africain. Pour en savoir plus: www.givic.com.



Retrouvez

La personnalité de la semaine

La Presse/Radio-Canada demain matin



René Homier-Roy
C'EST BIEN MEILLEUR LE MATIN
du lundi au vendredi
de 5h à 9h



**Dominique Bertrand
et Paul Houde**
TOUS LES MATINS
du lundi au vendredi
à 9h

